

## TECHNO-PARADE

Le soleil technologique se lève à l'Est. Dans l'euphorie des fêtes familiales et amicales de fin d'année, nous n'avons pas vraiment noté deux événements d'importance.

Premier scoop : la Chine vient d'inaugurer une ligne de train à très grande vitesse (350 kilomètres à l'heure) entre Canton et Wuhan, distantes de 1069 kilomètres. Ce serait le TGV le plus rapide au monde, qui s'inscrit dans une double ambition. Celle de resserrer le vaste continent chinois par un réseau ferré moderne et écologique. La ligne Pékin-Shanghai serait inaugurée en 2011 (1460 kms). 42 lignes à grande vitesse seraient ouvertes d'ici 2012. À terme proche, le réseau chinois dépasserait le réseau américain (tiens, tiens !). Deuxième ambition : développer les villes et provinces de l'intérieur, en les reliant aux grands ports d'exportation. Pour ce faire, les nouvelles lignes seraient aussi utilisées pour le fret, prouesse que nous n'avons jamais réalisée en France (sauf pour des TGV postaux). La Chine a su trouver et perfectionner une technologie ferroviaire, en se passant de la compétence française, que nous croyions invincible. Il n'y a plus de rente technologique !

Deuxième mauvaise surprise : les centrales nucléaires convoitées à Abu Dhabi nous sont passées sous le nez. Plutôt qu'Areva, GDF Suez, Vinci, Total, Alstom et EDF venu tardivement dans le coup, ont été préférées Kepko (l'EDF coréen privé), Samsung, Hyundai, Doosan, Westinghouse. La Corée du Sud, pays émergent, nous a mis échec et mat sur ce marché décisif. Les entreprises françaises étaient plus chères, moins bien organisées, quoique très appuyées par l'Élysée, et victimes des difficultés du dernier bébé de notre industrie nucléaire, l'EPR qui prend du retard en Finlande comme en France. Il n'y a plus de rente technologique !

Si je cite ces deux faits d'hiver, ce n'est pas pour participer à la morosité ambiante ou au dénigrement de nos industries de pointe et des interventions brouillonnes du chef de l'État. C'est parce qu'ils sont les signes tangibles d'un bouleversement de l'espace et du temps technologiques.

L'espace d'abord. Les Échos ont publié le 8 décembre le premier hit-parade mondial des brevets industriels, établi sur la base des 2000 premiers groupes mondiaux. Dans les dix premiers mondiaux, il y a neuf japonais et un coréen. Hitachi, la médaille d'or, a déposé 137 000 brevets. Le premier européen, Siemens, 35 000 et le premier américain, Hewlett-Packard, 17 000. Le premier français, au 47<sup>e</sup> rang mondial, Alcatel-Lucent est à 11 000. Les trois-quarts des brevets mondiaux ont été déposés par le Japon et la Corée. États-Unis et Europe se partagent le quart restant.

Les seuls secteurs où l'Atlantique domine sont ceux de la pharmacie et des technologies médicales.

Ces résultats sont à l'évidence biaisés, dans la mesure où ils reflètent des propensions inégales à protéger ses innovations par des brevets. L'Asie dépose massivement ses découvertes, tandis que les firmes américaines ou européennes sont plus décontractées en la matière. Il suffit de noter que Microsoft n'est qu'au 45<sup>e</sup> rang mondial.

La « techno-parade » des Échos prouve qu'une dérive des continents technologiques est en cours depuis une trentaine d'années. La « plaque asiatique » avance rapidement et se glisse sous la « plaque américaine » qui conserve cependant une énergie formidable, entre ses universités d'élite drainant les chercheurs du monde entier et ses budgets civils et militaires abondants. Elle menace encore plus la « plaque européenne » qui semble bien inerte et fragmentée.

Et le temps ? Comme je l'ai lu dans le beau livre de Stefan Zweig, « Le Brésil, terre d'avenir », écrit en 1941 peu de temps avant que cet humaniste allemand se suicide, il y a plus de minutes dans l'heure brésilienne que dans l'heure européenne. Le temps va plus vite dans les pays émergents que dans les pays vieillissants. Tandis que la Chine couvre son territoire de lignes à grande vitesse d'ici 2012, on en est à envisager la boucle de métro autour de Paris pour 2025. Le temps va plus vite pour les jeunes qui ont de nombreux projets que pour les seniors davantage attachés à conserver leur statut et leur retraite.

Alors, que faire ? Voici trois pistes, française, européenne, mondiale !

La piste française a été ouverte par la bonne idée du grand emprunt, qui s'est vite réduit à un avorton. L'idée saine était de faire « le pari de la compétitivité », comme l'ont plaidé avec chaleur les deux animateurs du Cercle des Économistes dans le Figaro du 28 décembre. La France a subi « une perte de compétitivité évidente durant les dix dernières années liée à une faiblesse de l'investissement et une moindre réactivité dans le commerce mondial ». Mais elle a l'avantage d'une démographie plus tonique.

Il a donc manqué 100 milliards d'euros d'investissement pour le maintien de la compétitivité. Il faut combler ce manque en faisant appel au secteur privé pour les deux tiers et au public pour un tiers. L'État a déjà mené de bonnes actions en accroissant le crédit d'impôt pour la recherche, en suscitant et finançant des pôles de compétitivité, en musclant OSEO pour financer les PME innovantes. Jusque-là, je suis d'accord avec Lorenzi et de Boissieu. Là où je décroche, c'est lorsqu'ils louent le grand emprunt en s'exclamant : « Bravo pour l'université et la recherche ! » Malheureusement, le grand emprunt est une baudruche. Le montant est étriqué : 35 mds €. Et surtout, la part réservée aux universités est une supercherie : les 11 mds d'euros attribués sont un capital dont les belles dames de la connaissance ne pourront dépenser que les intérêts. Leur dot sera déposée auprès du Trésor public qui leur versera un intérêt de 3,5%. Il n'y aura pas de quoi retaper les bâtiments

existants et bâtir de nouveaux campus pour accueillir l'élite de la recherche française et mondiale.

Un esprit mesquin dirait que Bercy (« l'affreux Bercy ») l'a encore emporté, afin de limiter la hausse de l'endettement public de la France. C'est vrai et faux à la fois. En fait, ce qui gonfle l'endettement public, c'est l'écart structurel entre les recettes et les dépenses de fonctionnement de l'État et de la Sécu ; il y en a, au moins, pour 50 mds € chaque année. C'est clairement insupportable à terme.

Je crois d'ailleurs que seule la gauche pourra remettre un ordre juste dans les finances publiques du pays. C'est un des rares arguments qui me rendent confiant pour l'élection présidentielle de 2012. D'ici là, on continuera à sacrifier l'avenir (le grand emprunt pour investir) au présent (l'endettement pour couvrir l'écart entre les recettes et les dépenses courantes).

La France peut bien stimuler ses instincts innovateurs et mieux s'organiser pour conquérir les marchés émergents, mais cela ne suffira pas. La « plaque européenne » doit se remettre en mouvement. Et c'est mal parti, quand on voit que le couple franco-allemand s'est dissocié sur le nucléaire et ne s'est jamais constitué sur les TGV. L'Allemagne joue désormais avec l'Est proche (l'Europe orientale et la Russie) pour gagner sur l'Est lointain.

Rêvons d'un grand programme « Esprit » qui investirait des milliards d'euros européens (qu'il suffit de pomper dans la gabegie de la Politique agricole commune) pour financer des recherches coopératives entre les meilleures entreprises et universités des 27 pays membres.

Le monde, enfin. Je discutais au coin du feu avec un excellent ami, économiste d'Oxford, qui parcourt le monde pour exposer sa vision à moyen terme de la croissance planétaire. Il ne comprenait pas pourquoi les autorités chinoises s'opposaient avec tant d'obstination à la réévaluation de leur monnaie. Avant la crise de 2007, le yuan montait doucement par rapport au dollar, de l'ordre de 15% sur deux ans. C'était insuffisant pour compenser l'écart de coûts de fabrication mêlant technologies modernes et salaires traditionnels, mais c'était déjà un effort.

Depuis deux ans, le yuan colle obstinément au billet vert. Il va forcément se passer quelque chose en 2010 entre le yuan trop faible et le dollar trop fragile, mais quoi et comment ? Les marchés ont peu de prises sur une monnaie chinoise inconvertible. Le plus probable est un bras de fer politique avec les Etats-Unis. Le Congrès proposerait des mesures protectionnistes d'ici l'été pour préserver les emplois américains, avant les délicates élections à mi-parcours de novembre. Face à ces menaces douloureuses pour sa croissance, les autorités chinoises pourraient réévaluer spontanément !

2010 sera encore une année dure aux faibles. Souhaitons qu'elle soit douce aux innovants.

Christian Sautter